



Paris 11^e

Jeudi 12 juin 2014 à 19h
RÉUNION-DÉBAT
Avec un cheminot en grève

RETRAIT DU PACTE DE RESPONSABILITÉ !

RETRAIT DE LA RÉFORME DE LA SNCF !

Après Sarko, c'est Hollande et Valls qui nous font les poches

Pas une catégorie des couches populaires n'y échappe : travailleurs du privé, du public, retraités, chômeurs, petits artisans, etc.

Blocage des salaires, allongement de l'âge du départ à la retraite, augmentation de la TVA et des autres impôts sur les salariés pendant qu'ils baissent sur les entreprises, hausse des loyers, du prix de l'énergie

(gaz, électricité) et des transports, blocage des prestations sociales, attaque contre les services publics (suppressions de postes, dégradation des services offerts à la population), développement de l'insécurité sociale (hausse du chômage, du travail précaire, des CDD, du travail à temps partiel avec salaire de misère) ! C'est par tous ces moyens qu'ils nous font les poches.

Et remettent leur butin dans les coffres forts du patronat

On veut nous faire croire que c'est « à cause de la crise ». Mais l'argent qu'on nous prend ne se volatilise pas : il passe de nos poches dans celles du patronat et des riches. 30 milliards de plus en 2014 par rapport à 2013. Les baisses d'impôts pour les pauvres annoncée par Valls avant les élections pour essayer d'acheter nos voix, c'est une goutte d'eau.

Et ces derniers cadeaux aux patrons s'ajoutent à tous ceux faits par la droite et que le PS au pouvoir n'a pas supprimés. Il y a les exonérations de cotisations sociales. Vous, on vous a déjà « exonérés » de cotisations ? Eh bien, les patrons, eux, le sont en

permanence pour une bonne partie de leurs salariés ! Les règles de l'impôt permettent aux plus grands groupes de ne pas en payer ou très peu : ils font transiter leur fric par les paradis fiscaux... que Sarkozy avait prétendu supprimer en 2008, la bonne blague !

Le gouvernement laisse faire les licenciements et les délocalisations dans les pays à bas coût de main d'œuvre. Et il rembourse plus de 60 milliards de la dette chaque année, engraisant les plus grandes banques, souvent sauvées avec l'argent public !

Cette politique n'est ni de gauche, ni sociale : elle est patronale

Le PS n'a plus rien de socialiste : il a accepté le marché et sa logique qui broie nos vies. La conséquence de cette politique du Parti Socialiste nous l'avons aujourd'hui ! Une abstention immense, en particulier dans les quartiers populaires, et un FN à 25 % des exprimés aux élections Européennes.

Il n'y a aucune raison de se laisser séduire par la démagogie du FN. Il vitupère contre les politiciens, mais les maires FN se sont augmentés de 15% à peine élus, ils dénoncent le fric et les banques, mais veut rembourser la dette. Il se prétend du côté des travailleurs, mais quand nous étions des millions dans la rue en 2010 contre la réforme des retraites de Sarko, Marine Le Pen déclarait : « Ensemble,

gouvernement et syndicats jettent la France dans le chaos. Voilà deux semaines que la France s'installe dans le chaos, entre grèves, manifestations et blocus. La tolérance zéro doit s'appliquer à tous les émeutiers ».

Pour nous, la tolérance zéro, c'est contre les patrons, les riches et les politiciens à leur service qu'il faut l'appliquer, mettre un terme à l'évasion fiscale, arrêter de payer la dette, confisquer les profits, réquisitionner les entreprises qui licencient, régulariser les sans-papiers surexploités par les mêmes qui les privent de tout droit, bloquer les prix, etc.

Pourquoi la grève des cheminots est aussi la nôtre ?

Privatisation + casse du statut + suppressions de postes = dégradation du service + hausse des prix

Plusieurs syndicats de cheminots appellent à une grève reconductible à la SNCF à partir du mardi 10 juin au soir contre la réforme ferroviaire du gouvernement. Ce projet vise à diviser la SNCF en trois morceaux : d'un côté tout ce qui nécessite des investissements lourds (qui continueront de devoir être réalisés par l'État, donc avec notre argent) ; de

l'autre, tout ce qui peut rapporter des profits (qui iront dans les poches des entreprises privées) et un machin pour chapeauter le tout. En même temps, ils veulent aligner les conditions de travail des 150 000 cheminots de la SNCF sur les 4000 cheminots du privé, bref raccourcir les congés, baisser les salaires et développer la précarité !

Le baratin des politiciens et des patrons contre la grève

Le gouvernement, la télé, les politiciens au service des riches vociféreront à nouveau contre cette grève, prétendront que les « inquiétudes » des cheminots

sont injustifiées, qu'il faut « réformer » une entreprise déficitaire, qu'il est injuste de prendre en otage les salariés qui veulent aller travailler !

Quels sont les vrais enjeux ?

Mais est-ce qu'on ne galère pas déjà beaucoup dans les transports, de plus en plus soumis à la logique du privé, avec les « économies » faites sur le dos des cheminots et les nôtres (suppressions de postes, de gares, de lignes et de trains) ? Est-ce qu'on veut plus d'accidents mortels comme celui de Brétigny-sur-Orge ?

Est-ce qu'on veut la baisse des conditions de travail d'une catégorie de salariés, alors que nous sommes

les prochains sur la liste ? Est-ce qu'on veut payer nos billets toujours plus chers ?

Ou bien veut-on au contraire des transports plus fréquents, réguliers et gratuits ? Pour cela, ne faut-il pas revenir sur la logique de privatisation du rail ? Avons-nous intérêt à nous battre aux côtés des cheminots pour contribuer au succès de la grève, c'est-à-dire au retrait de la réforme Hollande-Valls de la SNCF ?

Pourquoi la grève ?

Certains penseront que les cheminots ont de justes revendications, mais se demanderont : pourquoi la grève ? Les syndicats de cheminots ont déjà dit leur opposition à la réforme. Cependant cela n'a pas été suffisant pour faire changer d'avis le gouvernement et le patron de la SNCF. Les salariés peuvent-ils empêcher les capitalistes de leur faire payer la crise

et imposer leurs intérêts autrement que par la lutte, en descendant dans la rue, en montrant leur pouvoir sur l'économie par la grève, en prenant leurs affaires en mains et en postulant eux-mêmes au pouvoir, au lieu de voter tour à tour pour tel ou tel parti au service des patrons et des riches, qui se présente le temps d'une élection comme l'ami des salariés et des pauvres ?

Jeudi 12 juin 2014 à 19h

RÉUNION – DÉBAT

Avec Mathieu CHAPUIS,

Cheminot en grève

**À l'AGECA, 177, rue de Charonne, 75011 Paris
Métro : Alexandre Dumas (L2) et Charonne (L9)**